

89.039

Friedliche Verwendung der Kernenergie. Abkommen mit Frankreich

Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Accord avec la France

Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. Mai 1989 (BBI II, 705)
Message et projet d'arrêté du 24 mai 1989 (FF II, 649)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Cavadini, rapporteur: Les biens nucléaires sont d'un caractère particulier et les Etats concluent des accords bilatéraux d'abord pour éviter la prolifération des armes atomiques. La base de référence de ces accords se trouve dans le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, traité passé en 1968, et sur les directives de 1977, édictées par les principaux Etats exportateurs qui s'obligent à promouvoir l'énergie nucléaire à des fins pacifiques en échange de la renonciation des Etats non dotés d'armes nucléaires à s'en acheter ou à en fabriquer. Le contrôle des engagements est confié à l'Agence internationale de l'énergie atomique.

La Suisse a ratifié le traité sur la non prolifération des armes nucléaires en 1977. La France qui, comme on le sait, est dotée d'armes nucléaires, n'est pas partie au traité mais a déclaré en vouloir respecter les clauses, ce que la Suisse salue.

Un premier traité entre la Suisse et la France a été conclu en 1970. La France retraitait les déchets irradiés des centrales nucléaires et la Suisse s'engageait à reprendre les déchets retraités et solidifiés. Un nouvel accord devait être passé. Après de longues négociations, cet accord a été signé en décembre 1988. L'objet principal de la convention qui nous occupe a trait à l'utilisation pacifique des biens nucléaires ainsi qu'à la sécurité et la protection nucléaires. Notre compétence, vous le savez, réside dans le pouvoir d'accorder la ratification de l'accord et non pas dans une éventuelle proposition de modification du traité. Les principales clauses des 22 articles ont trait aux définitions communes des termes, aux contrats commerciaux dont les parties entendent promouvoir la conclusion, aux systèmes de contrôle, aux mesures de protection, aux conditions de livraisons et à la procédure d'arbitrage éventuel. Cet accord crée «une nouvelle base juridique pour la coopération des parties dans tous les domaines de l'utilisation de l'énergie nucléaire: les opérations du cycle du combustible, la production d'isotopes, la recherche scientifique et technique ainsi que la sécurité et la protection nucléaires». Le retraitement d'éléments de combustibles irradiés fait l'objet non pas d'un des articles, mais d'un échange de lettres séparées.

La forte majorité de votre commission vous propose de voter l'arrêté fédéral autorisant le Conseil fédéral à ratifier cet accord franco-suisse; une minorité s'y oppose car elle est opposée à l'énergie nucléaire en tant que telle; elle s'exprimera sans doute.

Frau Bühler: Ich werde diesem Abkommen nicht zustimmen. Es gibt Gründe grundsätzlicher Art, warum ich solchen Abkommen nie zugestimmt habe und auch in Zukunft nicht zustimmen werde. Es gibt spezielle Gründe, warum ich mit Frankreich kein solches Abkommen schliessen möchte.

Zum Grundsätzlichen: Als Atomkraftgegnerin lehne ich alles ab, was die Atomwirtschaft fördert, was ihr Erleichterungen bringt. In meinen Augen lohnt es sich auch gar nicht, solche Abkommen zu schliessen. Die Tage der Atomkraft sind gezählt. Wir sollten uns mit Dingen befassen, die eine Zukunft haben. Soviel zum Grundsätzlichen.

Bei den speziellen Gründen erwähne ich zwei Stichwörter: Creys-Malville und La Hague.

Creys-Malville war schon immer, solange es im Betrieb ist, eine Gefahr, speziell für die Romandie und ganz speziell für die Stadt Genf. Es ist ein natriumgekühlter Reaktor, und Natrium ist ein ausserordentlich gefährlicher Stoff. Was aber nach dem Entdecken eines Lecks im Brennstofftank geschah, das – so meine ich – ist skandalös. Die Ursachen dieses Lecks konnten nicht ermittelt werden, das Leck konnte nicht repariert werden. Der Tank muss ersetzt werden, was zwei bis drei Jahre in Anspruch nehmen wird. In der Zwischenzeit gibt es keine Möglichkeit, Brennelemente aus dem Reaktorkern auszulagern, und in der Zwischenzeit ist auch das Sicherheitsdispositiv durchbrochen. Der Bau dieses Ersatztanks bedeutet auch, dass die ganze Anlage sich in einen riesigen Bauplatz verwandelt. Trotz all dem wurde der Betrieb wieder aufgenommen, und das Werk läuft seit Mitte Jahr wieder auf vollen Touren. Das ist es, was ich als Skandal bezeichnen möchte.

Das zweite Stichwort: La Hague, die Wiederaufbereitungsanlage. Wir benutzen diese Anlage zur Wiederaufbereitung unserer Brennstäbe. In La Hague findet eine gigantische Umweltverschmutzung statt. Ich meine, wir sollten nicht noch Erleichterungen schaffen für diese Umweltverschmutzung, für die wir ja mitverantwortlich sind, indem wir diese Anlage benutzen. Mit der Wiederaufbereitung der Brennstäbe sollte – diese Erkenntnis setzt sich langsam durch – so schnell wie möglich aufgehört werden. Man verschiebt die Probleme der Entsorgung auf die nächste Generation. Das ist bequem. Aber man verschärft diese Probleme auch gleichzeitig, und das ist nicht haltbar.

Ich werde diesem Abkommen aus diesen Gründen nicht zustimmen.

M. Felber, conseiller fédéral: Il est vrai que l'accord que nous vous demandons de ratifier aujourd'hui est la suite de ceux, très nombreux, que le Parlement a déjà été amené à adopter avec le Canada, l'Australie, la République populaire de Chine. Il a pour but premier d'assurer l'approvisionnement de notre pays en énergie, mais aussi de respecter le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de l'énergie nucléaire. Comme l'a rappelé le président de la commission, M. Cavadini, conseiller aux Etats, l'accord que nous avons avec la France était totalement dépassé, il fallait aujourd'hui signer un accord conforme à ce que nous signons à l'échelon international et à ce que signent tous les Etats s'agissant du respect de la non-prolifération nucléaire.

Permettez-moi de rappeler quelques éléments, uniquement afin d'éviter tout malentendu. Cet accord de coopération avec la France n'a rien à voir, en particulier, avec les participations des sociétés électriques suisses à la construction de centrales nucléaires françaises, ni même avec les importations de courant produit par les centrales françaises. Il s'agit là d'opérations purement commerciales qui sont régies par le droit privé. Le présent accord ne met pas en doute – et c'est une première réponse à l'intervention de Mme Bühler, conseillère aux Etats – la question de la sécurité des installations nucléaires. Cet aspect particulier fait toutefois l'objet de deux autres instruments: l'accord sur les échanges d'informations en cas d'incidents ou d'accidents pouvant avoir des conséquences radiologiques et l'échange de lettres sur l'institution d'une commission mixte ou l'échange d'informations dans le domaine de la sécurité nucléaire. Ces deux instruments ont été signés par celui qui vous parle, jeudi dernier, au nom du Conseil fédéral.

J'aimerais rappeler encore, une fois de plus, que l'on peut toujours se poser en opposant de l'utilisation de l'énergie nucléaire ou en partisan de celle-ci. Nous constatons qu'il y a, aujourd'hui, en Suisse, des entreprises productrices d'énergie qui sont utilisatrices d'énergie nucléaire et qu'elles ont besoin de pouvoir assurer un certain nombre d'échanges dans le domaine des combustibles nucléaires, et tant et aussi longtemps que ces entreprises existeront, nous devons nous appuyer sur des traités internationaux pour leur permettre de se fournir en combustibles, de faire traiter ces mêmes combustibles. C'est à nous Suisses, et à nous seuls, que reviendra la responsabilité de stocker les résidus de ces combustibles et vous savez que c'est encore un autre problème.

J'aimerais relever aujourd'hui un élément entièrement nouveau en ce qui concerne Creys-Malville: la France, non pas à cause des risques potentiels spécifiques à cette entreprise, mais à cause des coûts de production du super-régénérateur de Creys-Malville, la France, donc, a décidé d'interrompre la production de ce dernier dans sa fonction de super-régénérateur ou surgénérateur, et de le transformer en une usine de production atomique traditionnelle, diminuant par là considérablement les risques que cette entreprise pourrait faire courir à la Suisse et à toute la région avoisinante. C'est un élément nouveau dans l'appréciation et, enfin, c'est aussi une preuve que cette technique mise au point a peut-être abouti à la reconnaissance d'un non-sens économique. La décision française a été prise pour des raisons strictement économiques et financières, la production de l'énergie à Creys-Malville ayant atteint des prix tels qu'elle n'était pas compétitive sur le marché international de l'énergie. Un danger est au moins écarté, ce qui n'a pas empêché la science d'avancer dans le domaine de la recherche, en particulier en ce qui concerne la création de ces surgénérateurs.

Le Conseil fédéral vous invite à entrer en matière et à ratifier l'accord que nous avons signé avec la France, dans le sens du respect du traité de non-prolifération que nous avons signé pour permettre aux entreprises qui utilisent des combustibles nucléaires de pouvoir continuer de s'approvisionner et de faire traiter une partie de leurs déchets. Nous rappelons que ces accords ne sont pas contraignants, que les entreprises suisses ne sont pas dans l'obligation d'acquiescer et de traiter avec la France et qu'elles peuvent le faire avec d'autres Etats avec lesquels nous avons déjà signé des traités similaires.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	33 Stimmen
Dagegen	3 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

89.050

Rheinschiffahrt. Abkommen Navigation du Rhin. Convention

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 16. August 1989 (BBI III, 330)
Message et projets d'arrêté du 16 août 1989 (FF III, 325)

Beschluss des Nationalrates vom 2. Oktober 1989
Décision du Conseil national du 2 octobre 1989

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Die beiden in der Botschaft 89.050 vorgelegten Bundesbeschlüsse befassen sich mit wirtschaftlichen Problemen der Rheinschiffahrt. Zuviel Schiffsraum hatte den Zusammenbruch der Frachtpreise zur Folge. Sie sanken oft unter die Selbstkosten. Dumpingpreise bestimmter Bahnen sollen die Misere noch verschärft haben. In dieser Krise handelten Vertreter der EG mit der Zentralkommission für Rheinschiffahrt als Selbsthilfeaktion eine Abwrackaktion aus. Sie umfasst zwei Elemente:

Aus obligatorischen Beiträgen aller Schifffahrtstreibenden aus den Anliegerstaaten und aus Belgien sollte ein Fonds geäußert werden, aus welchem für jedes verschrottete Schiff eine Abwrackprämie zu zahlen war.

Zweiter Kernpunkt ist eine Marktzugangsbeschränkung. Neuer Schiffsraum sollte nur noch in Betrieb genommen werden können, wenn gleichzeitig alter ohne Abwrackprämie verschrottet würde.

Ganz blieb es allerdings nicht bei der reinen Selbsthilfeaktion. Die beteiligten Staaten müssen zinslose Vorschüsse zur Deckung der Prämien ausrichten, da das konzentrierte Abwracken ja am Anfang der Aktion steht – es soll in den ersten Monaten des nächsten Jahres abgeschlossen werden – und weil die Rückerstattung durch die gebeutelten Schiffer zehn Jahre Zeit beansprucht.

Diese Strukturbereinigungsmassnahmen stehen nun im Widerspruch zur Schifffahrtswelt, wie sie die Revidierte Rheinschiffahrtsakte vorsieht. Deshalb wurde noch ein Zusatzprotokoll Nummer 4 zu dieser Akte nötig, welches die Aktion als zeitlich begrenzte Ausnahme akzeptiert. Vorgesehen ist – wie erwähnt – eine Dauer von nur zehn Jahren. Die beteiligten Staaten haben das Paket vorläufig schon Mitte Mai 1989 eingeführt. So gelang es, auf allen europäischen Wasserstrassen im Bereich der EG koordiniert vorzugehen.

Was bewegte nun die Schweiz, sich diesen Massnahmen anzuschliessen, selbst den provisorischen? Ihre Schiffe machen nur etwa 3,5 Prozent der ganzen Rheinflotte aus, und sie sind zum grössten Teil schon erneuert. Es gibt aber genügend Gründe fürs Mitmachen:

Vorab sind wir auch daran interessiert, dass sich die Ertragslage aller Transporteure auf dem Rhein verbessert.

Ferner gilt es, die Einheit des Rheinregimes zu bewahren, welches an sich den ungehinderten, allerdings nicht den ruinösen Wettbewerb sichern will. Deshalb ist die Vorlage auch marktwirtschaftlich vertretbar.

Die Wirtschaftsartikel unserer Verfassung stehen zudem auf dem Standpunkt, dass Ausnahmebestimmungen sich zum Schutze gefährdeter Wirtschaftszweige ausnahmsweise rechtfertigen lassen.

Vor allem aber gilt es, im Sinne der europäischen Solidarität zu handeln. Das heisst, dass Umgehungshandlungen über die Schweiz verhindert werden müssen. Es darf nicht vorkommen, dass sich unterstellte Schiffsbetreiber aus der EG in das Schweizer Register umschreiben lassen, damit sie keine Fondsbeiträge mehr zahlen müssen und beliebig neuen Schiffsraum auf den Rhein bringen können.

Hat die Schweiz schon im letzten Jahrhundert bei der Mannheimer Rheinschiffahrtsakte mitgemacht, dann steht es ihr heute gut an, weiter zu diesem historischen Integrationswerk zu stehen. Schliesslich können wir hier unter Beweis stellen, dass wir unsere Verkehrspolitik wirklich europäisch verstehen. Was soll das Ganze kosten? Der Vorschuss beträgt 13,5 Millionen Franken. Der wird zurückgezahlt. Was uns hängenbleibt, ist zweierlei: der Zinsverlust auf die vorgeschossenen Beträge und gewisse Administrationskosten. Sie sind mit 55 000 Franken für 1990 und mit je 30 000 Franken in den folgenden Jahren veranschlagt. Das ist angesichts der vielen Vorteile der Rheintransporte zu verkraften. Ich erwähne davon nur zwei: Auf diesem Weg werden rund 20 Prozent unserer Importe bewältigt. Die Rheinschiffahrt ist also sehr wichtig. Zweitens sind die Schiffstransporte eine Wohltat für unsere Umwelt, energiesparend und leise.

Ich betone aber nochmals: Am meisten empfiehlt sich das Massnahmenpaket als wichtiger Mosaikstein in einer konsequenten, europäisch integrierten Verkehrspolitik. Unsere Kommission empfiehlt Ihnen daher einstimmig, wie das schon

Friedliche Verwendung der Kernenergie. Abkommen mit Frankreich

Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Accord avec la France

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.039
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	04.12.1989 - 18:15
Date	
Data	
Seite	703-704
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 229

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.